

Communiqué de presse

Paris, le 15 septembre 2020

Le ministre Blanquer est au service de Microsoft et des multinationales du numérique

Le ministère de l'Éducation nationale a lancé début août un appel d'offre d'un montant de 8,3 millions d'euros. Cet appel d'offre vise à équiper les services de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports, ainsi que de la recherche.

Cet appel d'offre indique expressément qu'il s'agit d'acquérir des logiciels vendus par l'entreprise multinationale Microsoft. Aucune mention n'est faite du logiciel libre, alors que des solutions existent pour chacun des besoins indiqués par l'appel d'offre.

Le ministère accumule les exemples de collusion entre les intérêts des grandes entreprises et l'Éducation nationale. Il y a eu l'accord de 2015 avec Microsoft pour la mise à disposition de logiciels, l'embauche d'un directeur du numérique pour l'éducation par Amazon, et son remplacement par le directeur général de Canopé qui avait lui aussi passé un partenariat avec la même entreprise, l'hébergement des données personnelles des élèves collectées lors des évaluations nationales sur les serveurs d'Amazon.

Aujourd'hui, le ministre Blanquer choisit une fois de plus de renforcer les profits d'une multinationale au détriment du logiciel libre, librement distribuable, modifiable, et respectueux des données personnels de ses utilisateurs et utilisatrices. La somme allouée à acquérir des licences de logiciels propriétaires pourrait à la place être utilement investie dans le développement et l'amélioration de logiciels libres.

SUD éducation revendique la transition rapide de l'infrastructure informatique du ministère vers des solutions reposant sur des logiciels libres, et hébergées sur des serveurs maîtrisés directement par l'administration.

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

